



Algérie : la victoire de Abdelaziz Bouteflika

Luis Martinez

► **To cite this version:**

| Luis Martinez. Algérie : la victoire de Abdelaziz Bouteflika. 2009. <hal-01070583>

HAL Id: hal-01070583

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01070583>

Submitted on 3 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ALGERIE : LA VICTOIRE DE ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

La victoire écrasante d'Abdelaziz Bouteflika était prévisible (90% des voix) car les rivaux du président candidat ne disposaient ni de l'appareil d'Etat ni de la logistique d'un grand parti politique populaire. Cette élection ne pouvait que se traduire par un plébiscite. Le président souhaitait faire revivre la fiction d'un président populaire sur le modèle de Houari Boumediene (1965-1979) et l'enjeu était surtout le taux de participation. Ce taux, 74,11%, soulève néanmoins quelques doutes pour deux raisons : il ne semble pas refléter l'affluence observée dans les bureaux de votes, et se justifierait si l'électorat était dans l'attente d'un « sauveur ». A la fin de la décennie 1990, le vote Bouteflika s'expliquait par la volonté de tourner la page des années de violence, d'oublier le drame de la guerre civile. En 2009, il est difficile de trouver des arguments crédibles expliquant une telle mobilisation. Même durant la période de passion politique (1990-91), le taux de participation dépassait à peine 50% ! Un tel plébiscite traduit surtout la peur de la démocratie en faisant croire qu'il n'y a pas de vide politique, que la nation dispose d'un chef d'Etat fortement soutenu par sa population : Abdelaziz Bouteflika refait resurgir le « boumediénisme ». A la différence d'Hugo Chavez au Venezuela, le président algérien n'a pas souhaité un référendum pour modifier la constitution mais a privilégié un vote de l'Assemblée nationale. Avec un taux de participation de 35,7% aux dernières élections législatives, l'Assemblée nationale n'apparaît pas comme représentative de citoyens.

Le troisième choc pétrolier (2002-2008) a permis à l'Algérie de Bouteflika de financer sa politique de ré-



Un homme montre un bulletin de vote avec la photo et le nom du président en exercice Abdelaziz Bouteflika, pendant le dépouillement des urnes lors des élections présidentielles le jeudi 9 avril 2009 à Alger.

conciliation nationale et a également fait renaître la croyance dans la rente pétrolière comme facteur de développement. Le pays a bénéficié de la hausse vertigineuse des prix du pétrole : les recettes des exportations pour l'année 2007 sont estimées à 56 milliards de dollars et les réserves en devises avoisinent en 2008 les 140 milliards de dollars ! Jamais depuis le début de sa jeune histoire, l'Etat n'a disposé d'autant de ressources financières. Et pourtant, comme le soulignent certains observateurs, avec un cours inférieur à 70 dollars au-delà de 2011 : « l'économie algérienne serait confrontée à un véritable séisme,

* Luís Martínez est directeur de recherche à Sciences-Po-CERI et chercheur associé à l'IESUE.

pouvant entraîner des licenciements massifs »¹. En effet, à la veille du troisième choc pétrolier l'Algérie avait démontré que le bonheur n'est pas dans les champs pétrolifères. Un rapport du Conseil national économique et social² a souligné que 19% de la population, soit près de 6 millions de personnes, vivaient dans la pauvreté. De même, il pointait la véritable menace que représentait un taux de chômage variant entre 22% et 28%. Ainsi, peu avant la flambée des prix du pétrole du troisième choc pétrolier, la situation sociale était dramatique. Face à l'absence de perspectives, la majorité des jeunes souhaitaient émigrer. Aux difficultés sociales s'ajoutaient les déboires financiers : endettement, inflation et spéculation. En 2000, en Algérie, le service de la dette absorbait l'équivalent de 47,5% des ressources extérieures ! A la veille du troisième choc pétrolier, l'Algérie démontrait l'échec d'un développement fondé sur la rente pétrolière. Or, depuis 1999, à l'exception du remboursement de la dette, l'Algérie de Bouteflika n'a pas su sortir de la dépendance énergétique. Préoccupé, à juste titre, par la réconciliation nationale après la guerre civile, le président a mis en œuvre une politique d'amnésie qui

¹ Chems Eddine Chitour, « Troisième contre-choc pétrolier. Que doit faire l'Algérie ? » *L'expression*, 24 novembre 2008

² Conseil national économique et social, 2000 ; http://www.unicef.org/specialesession/hox_country/edr_algeria_fr.PDF.

a fonctionné : le drame de la guerre civile est enfoui dans la mémoire collective et il se dégage un accord tacite pour ne pas le faire resurgir. La peur des responsabilités mutuelles a paralysé les protagonistes d'hier. C'est une plaie qui s'est refermée sans avoir été désinfectée...

Si la priorité du président est d'entrer dans l'histoire comme le « sauveur » de l'Algérie après la guerre civile (1990-1998) et sa réintégration dans la communauté internationale, il ne doit pas répéter les mêmes erreurs que Boumediène. Une politique populiste peut fonctionner momentanément grâce aux revenus du pétrole. Mais les problèmes sérieux demeurent : dépendance pétrolière, faiblesse des institutions, chômage, corruption, etc. – autant d'ingrédients explosifs s'ils ne sont pas pris au sérieux, et qui menaceront à nouveau la stabilité de l'Algérie dans le futur. L'Algérie n'est pas la Tunisie, et l'Etat n'a ni les moyens de contraindre la population ni les compétences pour lui offrir de meilleures conditions de vie. Il faut espérer que le troisième mandat présidentiel de Bouteflika ouvre enfin le chemin de la démocratisation de l'Algérie. Sans institution démocratique ni opposition légitime, la fiction du plébiscite présidentiel, ne fera que retarder la confrontation de l'Algérie face à ses défis.

Les opinions exprimées dans cet article incombent à l'auteur et ne représentent pas nécessairement les vues de l'IESUE.